



联合国  
粮食及  
农业组织

Food and Agriculture  
Organization of the  
United Nations

Organisation des Nations  
Unies pour l'alimentation  
et l'agriculture

Продовольственная и  
сельскохозяйственная организация  
Объединенных Наций

Organización de las  
Naciones Unidas para la  
Alimentación y la Agricultura

منظمة  
الأغذية والزراعة  
للأمم المتحدة

F

# CONFÉRENCE RÉGIONALE DE LA FAO POUR L'ASIE ET LE PACIFIQUE

## Trente-septième session

Colombo (Sri Lanka), 31 janvier - 2 février 2024 et 19-22 février 2024

## Déclaration du porte-parole de la Consultation du secteur privé

1. Mesdames et Messieurs les ministres et hauts responsables de la région Asie-Pacifique, Mesdames et Messieurs les invités, Mesdames, Messieurs, bonjour.
2. C'est un honneur pour Grow Asia de se joindre à vous à l'occasion de cette trente-septième session de la Conférence régionale pour l'Asie et le Pacifique. Grow Asia est une plateforme multipartite à destination du secteur agroalimentaire créée en 2014 par le Forum économique mondial et le Secrétariat de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (ASEAN). Notre mission est de négocier des partenariats public-privé et de transposer à vaste échelle des solutions axées sur les marchés, en vue de parvenir à des systèmes alimentaires plus inclusifs, résilients et durables en Asie du Sud-Est. Nous sommes devenus en 2020 une entité associée de l'ASEAN.
3. Afin de nous acquitter de notre mission, nous collaborons avec plus de 660 partenaires divers de toute la région, allant des entités du secteur public aux sociétés multinationales en passant par les entreprises agroalimentaires locales, les organismes de la société civile, les associations d'agriculteurs et les établissements d'enseignement et de recherche. Notre réseau, qui compte six antennes de pays, est actif au Cambodge, en Indonésie, au Myanmar, en Papouasie-Nouvelle-Guinée, aux Philippines et au Viet Nam. Il soutient 44 groupes de travail pilotés localement, qui touchent plus de 2,5 millions de petits exploitants agricoles.
4. En amont de la présente session de la Conférence régionale, il a été demandé à Grow Asia de solliciter les points de vue du secteur privé sur certains thèmes devant être abordés pendant les débats. En tant qu'organisme rassembleur neutre, nous croyons en la force des partenariats public-privé-producteurs et nous nous réjouissons de jouer ce rôle de passerelle en exploitant la riche expérience de notre Conseil des entreprises et de l'ensemble de notre réseau de partenaires. Nous allons vous présenter les faits saillants et les messages recueillis et synthétisés à l'issue de notre consultation de 16 associations et réseaux professionnels, et de 31 grandes entreprises et groupes de l'agroalimentaire, établissements financiers, investisseurs, petites et moyennes entreprises (PME) et coopératives.
5. Il est ressorti de ces consultations la reconnaissance commune de ce que le secteur privé n'est pas un acteur isolé mais un partenaire essentiel dans la quête d'un avenir durable et prospère. Alors que nous nous réunissons à l'occasion de cette session de la Conférence régionale, l'immense gageure que représente la réalisation des objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030 est une préoccupation majeure. Notre chemin pour atteindre ces objectifs a été jalonné de progrès et d'obstacles, et c'est ensemble, dans un esprit de collaboration, que nous transformerons les difficultés en occasions à saisir et que nous opérerons un changement durable. Dans le cadre de cet ambitieux

Le présent document, ainsi que d'autres, peut être consulté à l'adresse [www.fao.org](http://www.fao.org).

programme, nos partenaires du secteur privé ont principalement retenu deux piliers essentiels: le rôle de l'innovation (aussi bien technologique que financière) dans l'accélération de la transition de la région vers une économie bas carbone, et le rôle que des passerelles efficaces entre les secteurs privé et public sont appelées à jouer afin de faire en sorte que ces innovations puissent être adoptées à vaste échelle par les agriculteurs et les PME rurales, en vue d'assurer la transformation de nos systèmes agroalimentaires.

### Défis régionaux

6. **Le changement climatique et l'alimentation et l'agriculture, étroitement liés, cristallisent l'enjeu décisif de notre temps.** Le changement climatique a des répercussions sur la productivité du système alimentaire, tandis que de son côté, l'agriculture contribue au changement climatique en tant qu'émettrice massive de gaz à effet de serre. Si nous ne faisons pas de nets progrès en matière d'atténuation des effets du changement climatique, dans la droite ligne des accords internationaux, les catastrophes d'origine climatique deviendront de plus en plus fréquentes et extrêmes.

7. **La transformation des secteurs de l'alimentation et de l'agriculture ne saurait être plus urgente.** Lors du Bilan après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, en juillet dernier, et dans le cadre des débats sur le programme relatif aux systèmes alimentaires et à l'agriculture qui se sont tenus à l'occasion du sommet sur le climat de la 28<sup>e</sup> session de la Conférence des parties à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (COP28), le sentiment général qui se dégageait était que les choses n'avaient pas beaucoup avancé. Les crises de ces trois dernières années, dont l'accumulation a eu un effet aggravant, ont fortement ébranlé nos systèmes alimentaires déjà fragiles. La persistance des guerres et des conflits et le creusement des bassins géopolitiques ont exacerbé l'inégalité de répartition des richesses financières, et contribué à la détérioration de l'architecture financière internationale déjà fragmentée et peu adaptée aux objectifs. Les effets toujours plus délétères du changement climatique ont modifié les priorités mondiales – et pourtant, moins de 1 pour cent des fonds mondiaux pour le climat sont actuellement destinés à transformer l'agriculture paysanne. À la COP28, 159 pays ont officiellement reconnu la transformation des systèmes alimentaires comme une priorité mondiale de l'action climatique. Dans les deux prochaines années qui nous séparent de la COP30 et du nouveau Bilan après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, il est urgent de transformer les engagements en action sur le terrain.

8. **Les effets du changement climatique sont particulièrement sévères pour les plus vulnérables, les jeunes et les femmes.** La pandémie a déjà affecté de manière disproportionnée les groupes de population marginalisés par leur position socioéconomique, leur genre, leur statut d'immigré et/ou leur appartenance ethnique dans différents pays de la région Asie-Pacifique. Les pays à faible revenu – en particulier les petits États insulaires en développement (PEID) et les pays enclavés – sont écrasés par une dette en hausse exponentielle et par la dépréciation de la monnaie. Il ne faut pas perdre de vue que même si les indices des prix se traduisent par des prix des denrées alimentaires modérés, ils sont souvent exprimés en dollars des États-Unis (USD): un consommateur ou une PME qui paie en monnaie locale pour se procurer des denrées ou de l'énergie importée perd d'autant plus au change quand sa monnaie est fortement dépréciée. D'où l'importance d'introduire dans nos systèmes financiers et dans nos politiques de développement des innovations permettant d'être réactifs face à ces facteurs socioéconomiques – en particulier dans le cas des politiques de relèvement post-covid.

9. **Le temps ne joue pas en notre faveur; nous devons accélérer l'action ensemble.** Renforcer les partenariats régionaux et sous-régionaux tout le long du nexus énergie-alimentation-finance est essentiel si l'on veut aider les pays à devenir plus résilients face aux chocs actuels et futurs. Des stratégies nationales mettant à profit les collaborations intersectorielles peuvent favoriser l'émergence de solutions politiques cohérentes et solidaires. Préparer la région Asie-Pacifique à s'adapter aux crises actuelles et futures exigera de transformer les systèmes énergétique, alimentaire et financier de manière coordonnée et inclusive aux niveaux régional, sous-régional, national et local.

10. **Comme il a été reconnu en 2021 lors du Sommet sur les systèmes alimentaires, un investissement accru du secteur privé est essentiel au succès de la transformation des systèmes alimentaires.** Mais cet investissement doit être novateur, harmonisé et «responsable». Il doit

contribuer au développement durable en produisant des effets socioéconomiques et environnementaux positifs reproductibles à vaste échelle, tels qu'une amélioration de la sécurité alimentaire et de la nutrition, une meilleure protection des écosystèmes, et une utilisation plus durable des ressources naturelles. Il doit aussi respecter, protéger et promouvoir les droits de l'homme – y compris les droits et les intérêts des communautés locales. Les directives de l'ASEAN sur la promotion de l'investissement responsable dans l'alimentation, l'agriculture et les forêts<sup>1</sup> distillent les bonnes pratiques mondiales (y compris les *Principes pour un investissement responsable dans l'agriculture et les systèmes alimentaires* du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (CSA), et les *Directives volontaires pour une gouvernance responsable des régimes fonciers applicables aux terres, aux pêches et aux forêts dans le contexte de la sécurité alimentaire nationale*), en vue de garantir que ces investissements agroalimentaires à vaste échelle soient durables et inclusifs aux plans social, économique et environnemental.

## Recommandations

11. **Une part croissante d'entreprises fait de la durabilité un élément central de sa stratégie commerciale.** La perception selon laquelle bénéfices et durabilité seraient mutuellement exclusifs est en train de changer. De plus en plus de données relatives au secteur privé montrent que les initiatives axées sur la durabilité peuvent générer des bénéfices et créer des débouchés commerciaux; préparer le terrain pour des politiques normalisées; gommer les risques que présentent les portefeuilles agricoles; concrétiser les engagements en matière de durabilité; et attirer de nouveaux types de financements.

12. **Les entreprises agroalimentaires ont une occasion unique de jouer un rôle moteur dans l'innovation** en faisant savoir aux investisseurs, responsables de l'élaboration des politiques et consommateurs qu'elles investissent dans des solutions visant à réduire les émissions mondiales et à placer la nature au cœur de leurs stratégies climatiques, et qu'elles les mettent en pratique. Les consommateurs, de plus en plus soucieux du climat, sont aussi demandeurs de solutions alimentaires plus durables. Réduire les émissions des chaînes d'approvisionnement requiert d'établir des partenariats avec les agriculteurs, les fournisseurs d'intrants et les autres acteurs de la chaîne d'approvisionnement, ce que peuvent faciliter des mesures incitatives, une aide technique et une éducation à la transition vers des pratiques de production plus intelligentes face au climat.

13. **Les PME doivent recevoir plus de soutien.** Jusqu'à 90 pour cent des émissions des grandes entreprises proviennent de leurs chaînes de valeur, dont la majeure partie se compose de PME qui constituent plus de 98 pour cent des entreprises et emploient 50 pour cent de la main d'œuvre de la région<sup>2</sup>. Ces émissions relevant du champ d'application 3 sont notoirement difficiles à mesurer comme à réduire. Aider les PME des chaînes de valeur à faire baisser leurs émissions, c'est permettre aux grandes entreprises de diminuer elles aussi, par ricochet, leurs émissions relevant du champ d'application 3. Les dirigeants de PME sont conscients du changement climatique et savent qu'ils doivent adopter des pratiques de décarbonisation s'ils veulent participer aux chaînes d'approvisionnement, mais ils rencontrent des obstacles, en particulier pour accéder à des informations sur les changements à apporter à leur entreprise et sur les coûts induits par ces changements. Certains programmes à destination des fournisseurs ont aidé les PME à réduire leurs émissions au niveau de l'énergie, des déchets, des emballages, de l'environnement, du transport et de l'utilisation des produits. Les autorités nationales peuvent aussi mettre en œuvre des politiques et des investissements favorables aux entreprises afin d'alléger les procédures d'octroi de permis pour les énergies renouvelables, déployer des infrastructures en grille et subventionner les faibles consommations d'énergie et l'efficacité énergétique.

14. **Les solutions doivent servir les agriculteurs et être convenues avec eux.** Les petits exploitants sont très vulnérables aux incidences du changement climatique, mais les solutions ont du mal à parcourir le «dernier kilomètre» pour les atteindre. Parmi les obstacles, on citera des capitaux limités, l'accès restreint aux technologies, et l'adhésion à des pratiques traditionnelles locales. Par ailleurs, si les pays d'Asie et du Pacifique ont défini toute une série de politiques et de mesures

<sup>1</sup> <https://www.aseanraiguilines.org/>.

<sup>2</sup> <https://www.smefinanceforum.org/post/the-role-of-smes-in-asias-economic-growth>.

prioritaires pour les systèmes agroalimentaires dans le cadre de leurs contributions déterminées au niveau national et de leurs plans d'adaptation nationaux, bon nombre d'entre elles ne sont pas encore bien ciblées ou chiffrées. Les populations autochtones, les agriculteurs et tous les garants des paysages devraient pouvoir en tirer bénéfice et récolter les fruits des efforts qu'ils déploient pour produire des denrées alimentaires par des moyens permettant de séquestrer du carbone, de restaurer la biodiversité, de maintenir la qualité de l'eau et de nourrir la planète tout en préservant sa santé. Parallèlement, des politiques sont nécessaires pour protéger leurs droits, leurs communautés, leurs territoires et leurs savoirs traditionnels.

**15. Les innovations dans le domaine de la production énergétique et alimentaire offrent des solutions durables d'un bon rapport coût-efficacité.** L'Asie voit se développer des pratiques prometteuses en matière d'agriculture intelligente et bas carbone et des avancées technologiques qui ouvrent des possibilités d'optimiser l'utilisation des intrants, d'augmenter les rendements agricoles et de réduire l'incidence sur l'environnement. Les approches qui se font jour s'agissant de rendre les systèmes énergétiques et alimentaires plus efficaces et plus économes, couplées à la promotion d'une consommation durable, peuvent mettre un frein supplémentaire à la dégradation de l'environnement et bénéficier tant aux agriculteurs qu'aux consommateurs. Reproduire et transposer à plus vaste échelle les innovations et les solutions existantes favorisera des systèmes énergétiques et alimentaires plus durables et inclusifs, qui tirent parti des possibilités offertes afin de surmonter les crises multiples et de progresser dans la réalisation des ODD.

**16. Les solutions fondées sur la nature ont le potentiel d'aider le monde à lutter contre le changement climatique et la perte de biodiversité.** En préservant la nature et les écosystèmes naturels, nous pouvons veiller à ce qu'ils assurent leur rôle de puits de carbone à haute capacité et soient en mesure de réduire les émissions ou de séquestrer 7,3 gigatonnes d'équivalent CO<sub>2</sub> (Gt éqCO<sub>2</sub>) par an entre 2020 et 2050 (source: Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat [GIEC])<sup>3</sup>. Dans le même temps, nous préservons les forêts, la biodiversité, la santé des sols, la qualité de l'eau, et nous aidons les communautés à prospérer. Pour atteindre une efficacité maximale, nous devons mettre en œuvre rapidement des solutions naturelles face au climat. Par exemple, nous devons mettre à fin à la déforestation tropicale et l'inverser avant la fin de la décennie afin d'empêcher que les forêts tropicales n'atteignent un point de bascule à partir duquel elles deviendront des émetteurs nets de carbone. Parmi les outils susceptibles de contribuer à accroître le financement de la conservation forestière, on citera les marchés du carbone à haute intégrité. Les marchés du carbone à haute intégrité sociale et environnementale peuvent considérablement faire baisser les émissions de carbone en évitant la déforestation, en plaçant la barre de l'ambition climatique plus haut, et en aidant les populations autochtones et autres populations forestières dans leurs efforts de protection de leurs forêts et de leurs ressources.

**17. Au-delà des terres, nous devons aussi prendre en considération les océans.** Alors que les systèmes alimentaires terrestres sont à forte intensité de carbone et de plus en plus instables, la recherche montre que les aliments aquatiques offrent des perspectives réelles et concrètes de nourrir plus de personnes avec des incidences moindres sur le climat. Malgré les aléas liés au changement climatique, la productivité de l'aquaculture dans les PEID a connu une croissance remarquable ces dernières années. Ces régions ont montré qu'elles étaient désireuses d'associer des stratégies de gestion des pêches adaptées au climat à des innovations en matière d'alimentation animale, et de prendre des décisions éclairées et intelligentes face au climat concernant les espèces cultivées et les lieux de culture choisis.

**18. Les exemples dans les PEID soulignent l'importance de mettre en place des politiques complètes fondées sur la science pour régir l'aquaculture durable.** Il n'est pas simplement question d'innover, mais aussi de mettre en œuvre les meilleures pratiques et d'établir des procédures normalisées d'obtention de permis. Des politiques clairement définies et éclairées sont indispensables si l'on veut encourager les pratiques durables dans le domaine de l'agriculture en faisant en sorte que les écosystèmes fragiles des PEID restent résilients face aux enjeux climatiques, et que les communautés locales continuent de prospérer.

---

<sup>3</sup> <https://www.carbonbrief.org/in-depth-qa-the-ipccs-sixth-assessment-on-how-to-tackle-climate-change/>.

19. **Les «aliments bleus», qui offrent une solution pour combler un fossé nutritionnel majeur, peuvent constituer un outil climatique à part entière si des investissements sont réalisés dans ce domaine et si la gestion correspondante est pensée dans une optique de résilience face au climat.** Plus de trois milliards de personnes dépendent du poisson pour assurer leur nutrition, pourtant les pêches et la sécurité alimentaire aquatique reste sous-estimées et sous-financées à l'échelle mondiale. L'ODD 14 («Vie aquatique») est celui des 17 ODD qui reçoit le moins de financements<sup>4</sup>. Nous prenons acte de la Feuille de route sur la transformation bleue pour 2022-2030, qui énonce la vision relative aux activités de la FAO concernant les systèmes alimentaire aquatiques<sup>5</sup>. Dans les pays où l'aquaculture n'est pas implantée, nous devons investir dans des formations techniques et dans l'infrastructure de la chaîne d'approvisionnement. Dans tous les pays, nous aurons besoin de politiques qui garantissent la durabilité ainsi qu'un accès accru à l'industrie et aux produits de la mer qu'elle produit.

20. **Les financements sont un facteur favorisant déterminant pour l'action climatique.** Les capitaux privés sont indispensables pour soutenir la transformation des chaînes de valeur en vue d'établir des systèmes alimentaires résilients et efficaces, pour financer de nouvelles solutions technologies, et pour promouvoir les connaissances au service d'activités plus durables. Mais si l'on veut libérer ce potentiel, le financement de l'action climatique doit être abordable, disponible et accessible aux pays en développement.

21. Afin d'atteindre les objectifs de l'Accord de Paris, les pays émergents et les pays en développement ont besoin de 2,4 milliards d'USD annuels d'investissement dans l'action climatique jusqu'en 2030<sup>6</sup>. Pour y parvenir, il faut urgemment innover, et rénover nos systèmes et services financiers obsolètes.

22. **L'architecture financière actuelle, fragmentée, n'offre pas assez de solutions.** On estime que les PME agricoles d'Asie du Sud-Est auraient besoin chaque année de 70 milliards d'USD; or 45 pour cent de ces besoins de financements ne sont pas comblés<sup>7</sup>. Les mécanismes de financement de l'action climatique doivent se transformer pour pouvoir assurer leur fonction à une telle échelle, mieux fonctionner en tant que système, et soutenir la mobilisation de fonds à destination des pays en développement à des niveaux sans précédent. Pour que les gouvernements accélèrent les progrès, nous devons réformer et harmoniser les systèmes réglementaires, notamment convenir de définitions en ce qui concerne le financement de la transition et la divulgation des données relatives au climat, et débloquer les marchés volontaires du carbone.

23. **Les financements mixtes peuvent représenter une solution face aux problèmes qui limitent l'investissement dans les systèmes alimentaires des marchés en développement,** en levant les risques des transactions – améliorant ainsi la solvabilité des projets tout en mobilisant des fonds pour financer les projets solvables. Agréger les financements pour créer des solutions adaptées aux systèmes alimentaires à plus petite échelle, dans le cadre de structures de portefeuilles répliquables permettant de diriger les fonds vers des intermédiaires financiers et des entreprises agroalimentaires, sera essentiel à la mobilisation de capitaux privés à grande échelle. Grow Asia a lancé le fonds GrowBeyond pour remédier à l'actuelle fragmentation du financement de l'action climatique<sup>8</sup>. En consolidant les investissements stratégiques pour les gouvernements, les institutions financières, les investisseurs privés, les entreprises de technologies financières numériques/agrotechnologiques et les fournisseurs d'assistance technique, les PME agroalimentaires recevront une suite complète de services financiers et commerciaux spécifiques à certaines espèces cultivées, afin de faire passer leurs entreprises à l'échelle supérieure et d'adopter des pratiques de régénération.

<sup>4</sup> <https://impact.economist.com/ocean/sustainable-ocean-economy/whats-the-score-on-sdg14-at-half-time>.

<sup>5</sup> <https://www.fao.org/documents/card/fr?details=cc0459en%2f>.

<sup>6</sup> <https://www.reuters.com/business/cop/cop-27-developing-countries-need-1-trillion-year-climate-finance-report-2022-11-08/>.

<sup>7</sup> [https://isfadvisors.org/wp-content/uploads/2022/04/ISF\\_AgriSME-Finance-state-of-the-sector-report.pdf](https://isfadvisors.org/wp-content/uploads/2022/04/ISF_AgriSME-Finance-state-of-the-sector-report.pdf).

<sup>8</sup> <https://www.growasia.org/post/grow-asia-launches-its-largest-public-private-climate-fund-to-leverage-1bn-of-green-investment>.

24. Mesdames et Messieurs les représentants, Mesdames, Messieurs, l'avenir du monde dépend de notre action d'aujourd'hui. Les défis sont de taille, mais les possibilités sont sans limite. Le secteur privé n'est pas simplement une entité qui cherche à faire du profit, mais une force qui peut œuvrer pour le bien, et un partenaire en devenir. En déployant la collaboration multipartite, les partenariats public-privé, les innovations, de nouveaux modèles, ainsi que des approches tenant compte de l'égalité des genres et qui soient intelligentes face au climat, nous pouvons créer un monde plus inclusif, plus durable et plus résilient. Nous sommes impatients de continuer de travailler avec vous tous pour faire de cette vision une réalité.